

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 20/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Entrepôt LABORATOIRE OXENA**

Chemin de Chauvière  
07400 Rochemaure

Références : 20251118-RAP-DAEN1220

Code AIOT : 0100303158

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement Entrepôt LABORATOIRE OXENA implanté Chemin de Chauvière – 07400 Rochemaure. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été menée suite à un signalement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Entrepôt LABORATOIRE OXENA
- Chemin de Chauvière 07400 Rochemaure
- Code AIOT : 0100303158
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Un entrepôt d'environ 3600 m<sup>2</sup>, situé en hauteur par rapport à un ruisseau présent à 50 m en aval, permet le stockage de produits chimiques. Il ne fait l'objet ni d'une autorisation, ni d'une déclaration au titre des ICPE.

L'inspection a contrôlé les abords du site, en l'absence de possibilité d'accès à l'intérieur des bâtiments.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Impossibilité d'accès au site en l'absence de présence humaine	Code de l'environnement, article L.172-5

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas pu accéder à l'intérieur des bâtiments et les constats concernant le classement du site au titre des ICPE n'ont pas pu être établis. Des produits chimiques sont toutefois présents.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Impossibilité d'accès au site en l'absence de présence humaine**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, L. 172-5
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Accès au site par l'inspecteur
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fonctionnaires et agents mentionnés à l'article L.172-4 recherchent et constatent les infractions prévues par le présent code en quelque lieu qu'elles soient commises. Toutefois, ils sont tenus d'informer le procureur de la République, qui peut s'y opposer, avant d'accéder : 1° Aux établissements, locaux professionnels et installations dans lesquels sont réalisées des activités de production, de fabrication, de transformation, d'utilisation, de conditionnement, de stockage, de dépôt, de transport ou de commercialisation. Ils ne peuvent pénétrer dans ces lieux avant 6 heures et après 21 heures. En dehors de ces heures, ils y accèdent lorsque les locaux sont ouverts au public ou lorsqu'une des activités prévues ci-dessus est en cours ; [...]
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas pu avoir accès à l'entrepôt en l'absence de personnel visible présent sur site. La présence de palettes d'eau de Javel sur plusieurs niveaux de stockage en racks a été tout de même constatée par une petite ouverture, sans que le comptage complet n'ait pu être fait. Le classement ICPE du site n'a donc pas pu être fait.



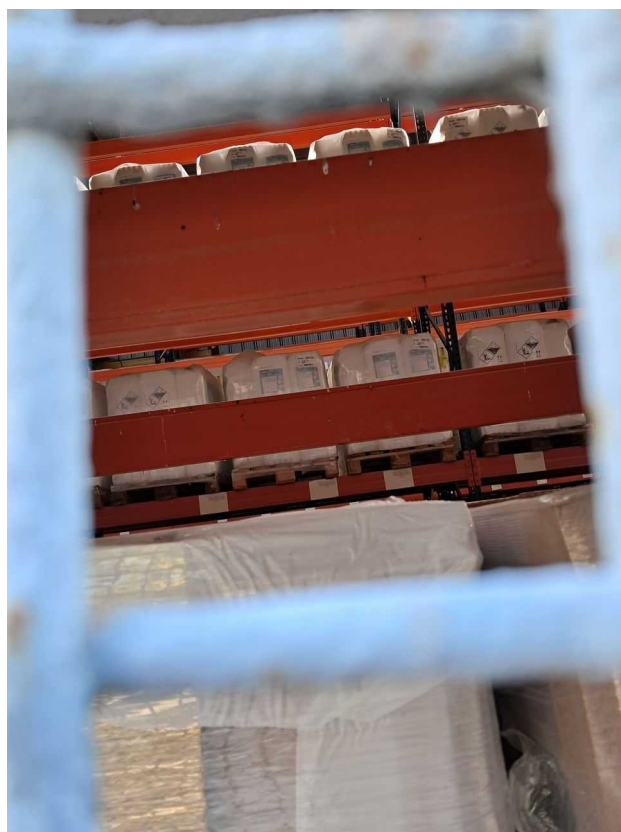
*Extérieur Est de l'entrepôt*



*Extérieur Sud de l'entrepôt*



*Affiche sur la porte du site*



*Intérieur de l'entrepôt*

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'accès au site doit être donné à l'inspection selon les modalités prévues à l'article L.172-5 du code de l'environnement.

Un état des stocks doit être tenu à disposition de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite